

Burundi : les experts de l'UA se déploient avec beaucoup de retard

RFI, 23-07-2015 Mais le déploiement a pris un bon mois de retard et se fera par étapes. Les Etats-Unis ont accusé le Burundi d'avoir tout fait pour empêcher leur déploiement avant la présidentielle du 21 juillet. Les experts de l'Union africaine ont commencé à se déployer au Burundi mercredi. Ces experts militaires et en droits de l'homme avaient notamment été mandatés par le conseil paix et sécurité en juin dernier. L'objectif : vérifier le désarmement des populations civiles et les violations des droits de l'homme.

Un mois après la décision, il n'y avait toujours aucun déploiement des experts militaires et droits de l'homme. L'Union africaine décide alors de publier samedi dernier un communiqué expliquant les entraves dont elle aurait fait l'objet. Entre autres que les autorités burundaises avaient proposé une date de déploiement postérieur au 15 juillet, à l'approche de la présidentielle, avant le report au 21 juillet. Trois jours après ce communiqué, les Etats-Unis renchérissent et accusent directement le ministre burundais des Affaires étrangères d'avoir tout fait pour retarder la venue des experts. Alain Aimé Nyamitwe répond : « Nous avons travaillé directement avec le département de paix et de sécurité de l'Union africaine. Il y a eu des hauts et des bas qui ne sont pas nécessairement imputables au gouvernement du Burundi », affirme-t-il. Il y a eu promesse de déploiement de ces deux missions dans les meilleurs délais, mais les meilleurs délais cela s'interprète différemment semble-t-il de notre côté ou du côté de l'Union africaine. En tout cas, ce que nous avons demandé, c'est que nous puissions travailler ensemble pour que nous puissions cadrer correctement cette mission. » Une question de souveraineté pour le Burundi et de problèmes bureaucratiques du côté de l'Union africaine. C'est ainsi que le ministre burundais explique ce retard. « C'est vrai que la commission de l'Union africaine manque de moyens, mais cela n'explique pas tout », rétorque un diplomate étranger.